

Un groupe de réflexion s'est créé autour de Jean-Michel Javaux

CITOYENNETÉ Les membres du cercle se défendent de vouloir créer un nouveau parti

► Une nouvelle formation, façon « En Marche ! » en Belgique ? Non.
► Mais « E-Change » se veut un groupe de réflexion, « pour faire de la politique autrement ».

C'est devenu un serpent de mer, comme on dit : à intervalles réguliers, la création d'un nouveau parti francophone fait la une de l'actualité politique. Chauffé à blanc par l'exemple du raz-de-marée opéré par Emmanuel Macron et son mouvement En Marche ! en France, le Landerneau politico-médiatique guette la naissance de son jumeau belge. Ce mercredi, nos confrères de *La Libre* écrivaient être en mesure d'affirmer que, cette fois, ça y est, on n'en était plus au stade des spéculations, mais que l'accouchement était imminent. Prénommé « E-Change », ce nouveau parti compterait à sa tête une série de personnalités connues, issues du monde politique ou de la « société civile » et rassemblées autour de l'ex-copresident d'Ecolo et bourgmestre d'Amay, Jean-Michel Javaux (lire ci-contre).

Interrogé mercredi matin sur La Première, ce dernier a confirmé l'existence d'un « groupe de réflexion » mais a formellement démenti qu'il contenait en germes un futur parti à « court ou à moyen terme ». Pourquoi ce groupe, alors ? « Le but est de se réunir avec des personnalités de tous bords, y compris de la société civile, et de réfléchir sur différents

thèmes », a-t-il expliqué.

La ministre de la Culture, Alda Greoli, n'a pas dit autre chose : « Il ne s'agit pas d'un nouveau parti politique, mais de personnes d'horizons différents qui se posent la question de savoir comment mieux faire fonctionner le pays », a-t-elle expliqué, avant de préciser qu'elle n'avait

aucune raison de « partir du CDH ».

Même perception chez les protagonistes d'E-Change que nous avons sollicités.

L'initiateur de ce groupe, dont il coordonne les travaux, c'est Baudouin Meunier, ancien directeur à bpost, professeur à l'Université de Namur. Le 18 mai 2016, dans *Le Soir*, il signait une

carte blanche avec Johnny Thijs, ancien patron de bpost, et Bernard Delvaux, patron de la Sonaca. Les trois hommes appelaient à relancer la Belgique, « un pays qui donne l'impression de ne plus fonctionner ». Ils proposaient notamment un grand projet sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme, l'amélioration de la mobilité, une nouvelle stratégie énergétique. « Mais après cette publication, un certain nombre de personnes sont venues me voir en me disant qu'on ne gérait pas un pays comme une entreprise privée, nous indique aujourd'hui Baudouin Meunier. Et c'est de là qu'est partie l'idée. Notre objectif est donc bien d'impacter la vie politique, mais pas de créer un parti politique. Proposer de faire de la politique autrement, mais sans vision partisane. Une bonne partie des personnes de ce groupe ne sont pas des politiques. » Tout en regrettant que l'envie leur ait été prêtée de créer un parti, il

ajoute : « Ce serait dramatique si à cause, justement, des jeux politiques, ce groupe devait s'arrêter. »

Une autre cheville ouvrière, c'est Edoardo Traversa, professeur de fiscalité à l'UCL et conseiller communal CDH à Etterbeek. « Les politiques sont là en soutien d'une initiative qui regroupe avant tout des personnalités du monde économique, de l'université, de la société civile. Aujourd'hui, les frontières idéologiques sont souvent de façade entre les partis, qui les entretiennent pour se démarquer les uns des autres. E-Change a pour but de permettre à des gens de bords différents de parler ensemble dans la même arène. » L'objectif est quand même politique, reconnaît-il : « Nous voulons influencer les programmes de tous les partis politiques. » Comment ? Edoardo Traversa précise qu'un agenda existe : un manifeste doit être présenté à la rentrée. Il présentera « les piliers

du mouvement, ses valeurs civiques et sa méthodologie ». Ensuite, place aux « chantiers », thème par thème : gouvernance, mobilité, environnement, énergie... « Ils feront émerger des constats, mais laisseront ouvertes les solutions ». Car le mouvement se veut participatif. L'étape suivante consistera à mettre en place des « forums participatifs » ouverts aux citoyens « à Bruxelles, en Wallonie et pourquoi pas en Flandre ». Avec dans le viseur, quand même, l'envie d'avoir « des propositions concrètes à formuler lors des prochains débats électoraux ».

Manifestement donc, il n'y a pas de parti en gestation. Ce qui n'empêche pas d'observer que Jean-Michel Javaux pourrait

présenter un profil ni droite, ni gauche, façon Macron. Et que la plupart des membres du groupe sont proches du monde catholique et plutôt centristes. Leur réflexion pourrait-elle se structurer davantage ? Pas maintenant. Pour le reste, l'avenir politique belge, on le sait, est hautement imprévisible... ■

BERNARD DEMONTY
CORENTIN DI PRIMA

MEMBRES

Dix noms pour créer un mouvement

Jean-Michel Javaux, ex-copresident d'Ecolo, ex-président de Meusinvest ;
Laurent de Briey, chef de cabinet de la ministre de l'Enseignement, Marie-Martine Schyns, CDH ;
Melchior Wathelet J, ex-ministre CDH, chef d'entreprise ;
Aida Greoli, ministre de la Culture, CDH ;
Didier Gosuin, ministre bruxellois de l'Emploi et de l'Economie, Défi ;
Bruno Venanzi, administrateur de Lampiris, président du Standard de Liège ;
Baudouin Meunier, professeur de Management à l'Université de Namur, consultant en Management ;
Opaline Meunier, présidente de l'Union des étudiants de la Communauté française, l'Unecof ;
Edoardo Traversa, professeur de droit fiscal à l'UCL, conseiller communal CDH à Etterbeek ;
Corinne Boulangier, directrice de La Première, radio de la RTBF.

P.L.T.